

Ding Yifan*

LA RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE EN CHINE ET LA PERSPECTIVE DE SON DÉVELOPPEMENT

La Chine fait face aujourd'hui à une situation complexe. D'un côté, après 30 années de développement économique, la Chine est devenue la deuxième économie du monde, le taux de croissance annuel moyen pendant ces années du développement rapide étant de 9 % ou plus. En 1978, l'année où le processus de réforme et d'ouverture vers l'extérieur a commencé, le PIB par tête d'habitant était à peine de 100 dollars ; en 2008, il a dépassé 3000 dollars.

De l'extérieur, le développement rapide de la Chine suscite à la fois intérêt et jalousie. On se demande alors pourquoi, devant un tel succès économique, les autorités officielles de la Chine hésitent à poursuivre le développement sur cette voie, et insistent continuellement, dans des documents officiels, sur la nécessité de réajuster l'économie du pays.

Succès économiques et limites de la croissance chinoise

Les succès économiques de la Chine ont commencé par la réforme dans des régions rurales à la fin des années 1970 ; et, dans les années 1980, l'impact de l'économie chinoise sur le marché mondial était négligeable. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que le poids de l'économie chinoise a commencé de se faire sentir à l'échelle mondiale.

Depuis 1992, la Chine a adopté une politique qui facilite l'introduction massive d'investissements étrangers, et qui privilégie une stratégie de croissance tirée par les exportations, participant ainsi progressivement à la division globale du travail. Tout au long des années 1980, l'investissement étranger direct en Chine (venant principalement de la diaspora chinoise à l'étranger) n'était que de quelques milliards de dollars par an, la

* Ding Yifan est chercheur à l'Institut d'études sur le développement mondial, affilié au Centre de recherche sur le Développement du Gouvernement chinois.

dépendance envers l'extérieur (le ratio commerce international/PIB) ne dépassant pas 15 à 20 %. Mais, à partir de 1992, les investissements directs étrangers (IDE) ont soudainement grimpé à plus de 20 milliards de dollars par an, puis à plus de 70 milliards de dollars annuels, la dépendance envers l'extérieur (import et export) atteignant alors rapidement 70 %. La Chine est devenue le deuxième pays destinataire d'IDE, après les Etats-Unis.

Ces IDE ont permis la montée en puissance de l'industrie chinoise et la Chine s'est transformée en « atelier du monde », après l'application d'une telle politique sur une dizaine d'années. Son industrie textile est inégalée dans le monde, ses produits textiles et ses bicyclettes représentent la moitié et les deux tiers du marché mondial. Cette croissance manufacturière a entraîné à son tour le développement des infrastructures chinoises, lui-même stimulant le développement des industries de base (électricité, acier, matériaux de construction, etc.), contribuant aussi bien à la croissance du PIB qu'à l'urbanisation de la Chine. Une structure industrielle s'est formée en Chine, basée sur l'exportation vers le marché international et sur les avantages comparés des secteurs à main d'œuvre intensive.

Compte tenu de la grande dimension de l'économie chinoise, le modèle de croissance s'appuyant principalement sur les exportations ne peut durer éternellement, pour des raisons diverses.

D'abord, sur le plan de la consommation d'énergie et de matières premières, le développement chinois n'est pas durable. La consommation d'énergie et de matières premières est destinée principalement à l'outil de fabrication des produits manufacturés, dont les rejets provoquent des problèmes d'émission de gaz à effet de serre et de dégradation de l'environnement.

Déjà en 2007, la production chinoise d'acier représentait 35 % de la production mondiale, celle d'aluminium 28 %, celle du ciment et de verre près de 50 % de la production mondiale. Une partie considérable de ces produits ont été utilisés à des fins d'exportation. Cela montre qu'objectivement la Chine a supporté une pollution qui, normalement, aurait dû être assumée par les pays importateurs des produits chinois. Ce qui fait qu'en 2007 la Chine a globalement dépassé les Etats-Unis pour devenir le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, et que, même par tête d'habitant, elle s'est retrouvée dans la moyenne mondiale.

À l'heure actuelle (2011), la Chine est devenue le premier pays consommateur de charbon, d'acier et de cuivre, le deuxième pour la consommation d'huile et d'électricité. Elle est le plus grand émetteur de dioxyde sulfurique. La consommation d'énergie du PIB par habitant est 8,5 fois celle du Japon, 5,2 fois celle des États-Unis. La consommation d'acier, de bois et de ciment, pour dix mille yuans de valeur de production

industrielle, est respectivement, de 5 à 8 fois, 4 à 10 fois, 10 à 30 fois plus importante que dans les pays développés.

Même si la délocalisation de la production industrielle vers des régions moins développées de l'intérieur ou vers d'autres pays en développement à main-d'œuvre moins chère est envisageable pour des entreprises chinoises, le développement des industries lourdes et chimiques sera toujours un aspect important de la Chine jusqu'en 2030, en raison du processus accéléré de son urbanisation. Ce qui signifie qu'une certaine restructuration du secteur énergétique chinois est pratiquement inévitable.

Ensuite, les Chinois commencent à se faire des soucis sur le rétrécissement du marché extérieur. La crise financière internationale a été considérée cette fois-ci par des professionnels du marché international financier, comme George Soros, comme jamais vue depuis plus de soixante ans, c'est-à-dire depuis la grande dépression des années 1930. Si tel est vraiment le cas, il faudra donc des années, voire une décennie, pour que l'économie mondiale retrouve sa force. La reprise économique actuelle dans la plupart des pays développés semble fondée principalement sur la politique de relance des gouvernements. Elle manque de dynamique endogène de croissance, d'autant que les institutions financières aux États-Unis comme dans d'autres pays développés ont subi des pertes sérieuses, et que le processus de nettoyage des mauvaises créances et de désendettement n'y est pas encore commencé, et qu'il durera pendant de longues années. Avec une politique monétaire généreuse et une politique fiscale stimulante, de nouveaux risques financiers s'accumulent, et il est difficile d'exclure complètement la possibilité de voir d'autres turbulences financières arriver, affectant à nouveau l'économie réelle. Les observateurs les plus optimistes estiment qu'il faudra deux à trois ans pour sortir complètement de la crise, les plus pessimistes pariant, eux, sur une dizaine d'années.

La crise financière a montré que la prospérité économique basée sur les innovations technologiques et l'économie réelle est plus saine que la prospérité basée sur les innovations financières. Les pays développés envisagent tous de s'engager dans un processus de réindustrialisation, d'une manière ou d'une autre. L'administration d'Obama aux États-Unis, par exemple, prône de réanimer la compétitivité du secteur manufacturier américain, n'hésitant pas à utiliser le protectionnisme comme outil. Le traité de Lisbonne propose aussi comme objectifs de revigorer le secteur manufacturier en dix ans. Ce processus contribuera évidemment au rééquilibrage de la balance de paiement internationale des pays développés, mais exercera aussi une plus grande pression sur les pays émergents, dont la Chine, qui dépendent tous beaucoup de l'exportation comme moteur de leur croissance économique.

Enfin, la Chine doit faire attention au déséquilibre social et régional qui s'accumule tout au long du processus de développement de l'est à l'ouest, des régions côtières vers le centre et l'ouest du pays, de la campagne aux villes, etc. En dépit des succès économiques, le déséquilibre persiste entre investissement et consommation, entre demandes intérieures et demandes extérieures, entre villes et campagne, etc. Il faut donc que le réajustement de l'économie chinoise se mette en pratique pour assurer un développement durable.

Succès du réajustement économique durant le XI^e plan quinquennal

En fait, si on regarde de plus près le XI^e plan quinquennal mis en œuvre de 2006 à 2010, les objectifs de réajustement de l'économie chinoise ont été annoncés et un certain nombre de résultats positifs, c'est-à-dire conformes aux objectifs du plan, de cette réorientation de la croissance se font sentir dans divers secteurs de l'économie chinoise, bien que l'éclatement de la crise financière internationale ait eu des impacts négatifs sur la restructuration économique et que le plan de relance adopté d'urgence par le gouvernement chinois visant à stabiliser la croissance risque de créer d'autres déséquilibres au sein de l'économie chinoise.

Les résultats positifs sont les suivants :

1/ Le taux de productivité est en croissance constante, de telle sorte que l'économie a réussi à maintenir un rythme rapide de croissance, alors que l'augmentation de la main-d'œuvre était en baisse, à moins de 1 % annuellement. L'augmentation du nombre des personnels, lié à la croissance du PIB, a été ramenée d'un million par an dans la deuxième moitié des années 1990 à cinq cent mille environ aujourd'hui.

Comme les facteurs technologiques jouent un rôle plus important dans la croissance, la productivité tout facteur (PTF) est de 43 000 yuan PIB/personne en 2009, en croissance de 2,12 fois celle de l'année 2000, soit une croissance annuelle de 13,5 %.

2/ L'intensité énergétique est en baisse. Tout au long des années 1990, l'intensité énergétique, mesure de la consommation d'énergie par rapport à la valeur du PIB, était en baisse. Si on prend la consommation énergétique par unité de PIB en 1990 comme référence, en 2000 la consommation énergétique par unité du PIB n'était plus que de 52,04 %, autrement dit une réduction de 47,96 % en dix ans. Cette intensité énergétique est en progression lente de 2001 à 2006, puis à nouveau en baisse depuis 2007. En 2009, la consommation énergétique par unité de PIB a baissé de 5,07 % par rapport à 2005, la demande chimique en oxygène et l'émission du dioxyde de soufre ont baissé de 9,66 % et 13,14 % respectivement. Pendant les cinq ans du XI^e plan, la consommation énergétique par rapport au PIB a baissé

de 15,61 %, soit une réduction annuelle de 4,15 %.

3/ Les dépenses liées à la recherche et au développement (R&D) ont augmenté sensiblement. Stimulées par les politiques de subvention du gouvernement mais aussi sous la pression de concurrence du marché, les entreprises chinoises ont sans cesse augmenté leurs dépenses consacrées à la R&D. En 2008, les dépenses de R&D ont augmenté de 2,9 fois par rapport à l'an 2000, soit une augmentation de 18,4 % annuellement. Le poids de la R&D par rapport au PIB est passé de 1 % en 2000 à 1,54 % en 2008. La Chine a délivré plus de 94 000 brevets en 2008, 6,4 fois plus qu'en 2000, soit une augmentation annuelle de 28,4%.

La crise financière internationale a eu des impacts négatifs sur la Chine, affectant plus particulièrement les secteurs exportateurs. De 2008 à 2009, l'exportation chinoise nette est passée de 11 % à 5 % du PIB, ce qui menace la croissance chinoise inévitablement.

Grâce au plan de relance, la Chine a réussi à maintenir un taux de croissance économique supérieur à 9 %, mais l'investissement en capital fixe est passé de 42 % du PIB à 47 %. Une telle augmentation d'investissement entraîne évidemment des doutes sur l'accumulation des surcapacités de production et des créances douteuses.

A ce sujet, le Premier ministre Wen Jiabao a expliqué que Pékin n'avait ajouté que 1180 milliards de yuans en deux ans, ce qui a entraîné un investissement total de 4 000 milliards de yuans, d'autres fonds venant des autorités provinciales et du secteur privé. De ces investissements, 52,4 % ont été consacrés au bien-être de la société, c'est-à-dire la construction des logements sociaux, l'amélioration du système de protection sociale, etc. ; 24,7 % ont été consacrés aux subventions des innovations technologiques liées à la protection de l'environnement et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'à l'amélioration technologique, etc. L'investissement destiné à la construction des infrastructures, c'est-à-dire des chemins de fer, des autoroutes, des aéroports, etc. ne représente que 22,9 %.

En dépit des succès obtenus durant le XI^e plan, l'élargissement de la disparité sociale et régionale suscite des critiques dans la presse, et le gouvernement chinois a décidé d'y remédier par des mesures concrètes dans le XII^e plan. Seulement, la politique monétaire extrêmement généreuse adoptée par la Réserve fédérale américaine (FED) et les autres banques centrales des pays développés a relâché un excès de liquidités sur le marché international, ce qui suscite des craintes sur la création de bulles financières dans les pays émergents, et sur la montée de l'inflation globale. Dans ce contexte, des pays émergents ont restauré, avec le soutien du FMI cette fois-ci, le contrôle des capitaux. La Chine, qui a toujours maintenu le contrôle

des capitaux, a décidé de profiter de cette pression extérieure pour accélérer le processus du réajustement économique.

Réorientation de la croissance économique du XII^e plan et opportunités de coopération entre l'Europe et la Chine

Dans le XII^e plan quinquennal, des objectifs ambitieux ont été fixés pour rééquilibrer la croissance économique, en particulier en réduisant la dépendance énergétique, en élargissant la consommation intérieure, en encourageant les innovations technologiques, et en insistant sur l'élévation de la productivité du personnel par l'éducation et l'entraînement, etc.

D'une manière générale, les objectifs du plan chinois coïncident avec ceux de la stratégie 2020 fixée par l'Union européenne. En fait, la stratégie européenne peut être caractérisée comme visant un développement intelligent, durable et inclusif. Le plan quinquennal chinois insiste aussi sur le développement inclusif, sur le changement de mode de croissance, et sur le caractère « scientifique » du développement, c'est-à-dire économe en termes de consommation énergétique et de matières premières, et favorable à l'environnement. Le gouvernement chinois promet de relever l'efficacité d'utilisation énergétique de 20 % à la fin du XII^e plan, et d'augmenter de 20 % l'utilisation de l'énergie renouvelable. La Chine est en train d'élargir son marché intérieur par une augmentation des revenus disponibles de la population, proportionnelle au taux de la croissance économique et par le perfectionnement du système de protection sociale.

Ces mesures ont abouti à des résultats positifs pour rééquilibrer la croissance économique du pays, à en juger par l'état de son commerce extérieur. Au premier trimestre de 2011, la Chine a connu un déficit commercial. En effet, depuis la crise financière internationale, la Chine est devenue un marché croissant rapidement pour les pays développés. L'Union européenne, par exemple, a amplifié ses exportations en Chine de plus de 30 % annuellement depuis 2008, alors que ses exportations vers les Etats-Unis ont décliné de 8 %, ce qui fait qu'en 2011 la Chine a de fortes chances de devenir le premier partenaire commercial de l'Union européenne, dépassant les Etats-Unis pour la première fois.

La réorientation de la croissance en Chine aurait des effets très importants sur l'économie mondiale.

D'abord, comme la Chine est périodiquement menacée de surchauffe économique, le gouvernement chinois a décidé de viser un taux de croissance moins élevé, environ 8 % annuellement pour le XII^e plan quinquennal, et cela principalement pour ramener la consommation d'énergie et de matières premières à un niveau plus raisonnable.

La réduction éventuelle de la demande chinoise en énergie et en matières premières affecterait la croissance économique d'autres pays, car depuis ces dernières années, les importations chinoises comptaient pour au moins un à deux point de pourcentage de la croissance économique dans un certain nombre de pays producteurs de ces matières. Comme la demande chinoise croissante en énergie et en matières premières soutenait la montée des prix de ces matières, une baisse de demande chinoise affecterait certainement aussi le marché mondial de matières premières, ce qui pourrait être une bonne nouvelle pour l'économie mondiale.

Ensuite, il y aura plus de concurrence sur le marché mondial en ce qui concerne les produits industriels plus sophistiqués. Comme la Chine insiste davantage sur les innovations technologiques, les produits chinois sont destinés à grimper les échelons des valeurs de la chaîne de production, ce qui entraînera une concurrence plus intense avec les entreprises des pays développés, en particulier de l'Union européenne. Mais une certaine concurrence saine est aussi une bonne nouvelle pour l'économie mondiale, car elle permettra de créer de nouveaux produits, et de faire baisser les prix sur le marché, ce qui sera favorable aux consommateurs.

Enfin, la Chine est entrée, avec le XII^e plan quinquennal, dans un processus d'urbanisation accéléré. « L'urbanisation chinoise, dit Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, sera l'évènement le plus important de l'économie mondiale dans la première moitié du XXI^e siècle ». Cette période de développement offrirait beaucoup d'opportunités aux entreprises européennes car, compte tenu du ratio surface/population, l'urbanisation chinoise ne peut pas se permettre d'imiter le modèle américain, alors que les expériences européennes sembleraient plus appropriées à la Chine. En conséquence, des entreprises européennes seraient favorisées pour promouvoir leurs technologies et leur savoir-faire en Chine.

En somme, la réorientation de la croissance chinoise sera un évènement qui affectera l'économie mondiale. Si la Chine réussissait dans cette aventure colossale, elle éviterait le piège dit des « revenus moyens », et rejoindrait le peloton des grandes puissances industrielles.